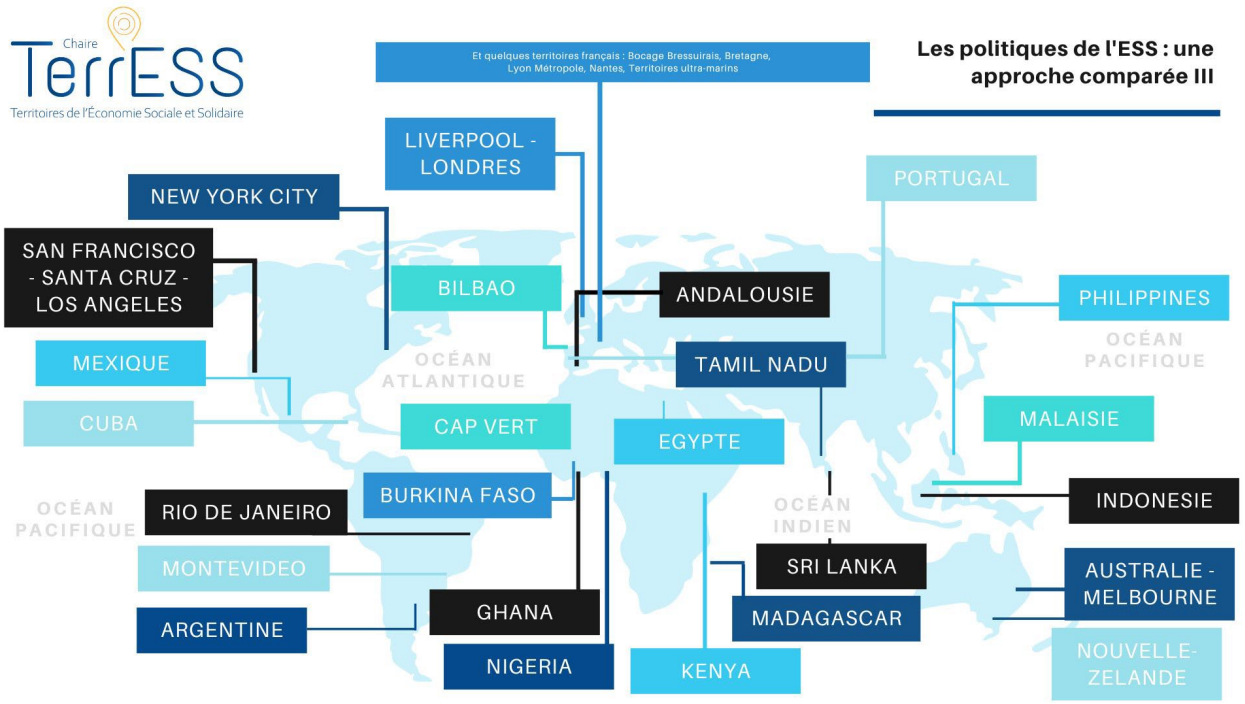
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Ghana

Par Elisa POUPONNEAU, Claire PAYAN, Héloise PILORGE, Noa LASTOUILLAT

Avec un PIB de 76,63 Md USD (2 330 USD/habitant) en 2023, le Ghana représente la 2ème économie de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest).

S'il ne dispose pas d'une base de données exhaustive sur l'ESS, ni même d'un cadre légal de l'ESS, plusieurs rapports mettent en évidence sa contribution croissante au développement local, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la microfinance et du commerce équitable. Les entreprises sociales au Ghana ciblent principalement les populations marginalisées, notamment en milieu rural, dans des domaines comme l'énergie renouvelable, l'accès à l'eau potable et l'éducation.

L'ESS puise donc dans des valeurs (partage, confiance, réciprocité) déjà présentes au Ghana, au sein d'organisations endogènes telles que les tontines (Susu au Ghana). La « domination numérique », en termes de membres, demeure agricole, alors que la « domination financière » revient au secteur des coopératives d'épargne et de crédit. En l'absence de cadre législatif spécifique, les initiatives relevant de l'ESS au Ghana opèrent généralement sous des formes juridiques existantes, telles que les coopératives, les associations ou les entreprises sociales. Ces structures sont soumises aux lois générales du pays, notamment en matière de droit du travail, de fiscalité et de régulation des entreprises.

I. L'insertion politico-administrative de l'ESS au Ghana

A. Un panorama de l'ESS au Ghana

1. L'ESS au Ghana : des défis uniques pour des acteurs singuliers

L'économie sociale et solidaire (ESS) est une réponse pertinente aux défis du Ghana, notamment la formalisation de l'économie informelle. Celle-ci garantit des droits du travail renforcés, une protection sociale accrue, et favorise le développement d'institutions telles que les systèmes de sécurité sociale et le dialogue social. L'ESS promeut également le travail décent, incluant des conditions de travail sûres et une rémunération équitable.

De par les valeurs démocratiques, de solidarité et de respect des valeurs humaines et de l'environnement qu'elles circulent, les coopératives constituent un réel moteur au sein des communautés où elles se trouvent. Celles-ci soutiennent les petits producteurs, les jeunes et les femmes, tout en répondant à des enjeux comme la sécurité alimentaire et le changement climatique. Dans le Ghana rural, où le secteur agricole demeure essentiel pour l'emploi et les revenus, les coopératives agricoles sont un moyen privilégié de se prémunir contre les risques, la précarité, et d'accéder au financement. Par exemple, la coopérative ABOCFA, certifiée Organic Fairtrade, regroupe plus de 1000 membres au Ghana, offrant stabilité financière et respect des normes équitables. Les coopératives, en valorisant des ressources locales comme le karité, permettent aussi l'autonomisation des femmes en milieu rural.

Les mutuelles d'assurance, telles qu'Unique Insurance, protègent contre les risques économiques, tout en proposant des produits accessibles adaptés aux besoins locaux.

Le gouvernement ghanéen a mis en œuvre des mesures stratégiques pour renforcer l'ESS et la participation citoyenne. Il collabore avec l'IFES pour promouvoir des systèmes électoraux inclusifs et transparents. Le projet POLA sensibilise à la lutte contre la corruption et encourage la transparence

financière. En 2021, le Ghana a innové en annonçant des obligations sociales et vertes pour financer des projets sociaux, éducatifs et écologiques.

2. Une insertion politique en progression

L'économie sociale et solidaire occupe une place croissante dans l'organisme politico-administratif du Ghana. Cela peut être en lien avec une volonté de réduire la pauvreté ou d'améliorer les services sociaux. Néanmoins, sous cette étiquette, aucune politique ne figurera. En effet, dans ce pays, pour y faire référence, on peut parler d'économie populaire afin de faire référence aux initiatives économiques locales concernant les populations à faibles revenus. Par exemple, le ministère de l'emploi et des relations de travail déclarait que les petites activités économiques, telles que le commerce de rue ou l'agriculture, étaient des composantes clefs de l'économie populaire. On parle également d'économie sociale afin de désigner les politiques économiques où l'intérêt collectif est central, au même titre que la solidarité ou le développement durable. Mais cette expression reste largement sous exploitée dans les discours officiels nationaux ou régionaux, le pays étant fortement décentralisé.

En effet, le Ghana est une république unitaire organisée par le biais d'un régime présidentiel. Mais ce régime est également très décentralisé, le Ghana étant divisé en 16 régions administratives dirigées par des ministres régionaux qui sont nommés par le Président et qui doivent coordonner et superviser les politiques de leur région. Cette diversité d'acteurs et d'institutions peut expliquer pourquoi l'insertion politique de l'économie sociale est si longue. Aujourd'hui, il n'existe pas de ministère ou d'agence spécifique pour l'ESS. Ces politiques sont supervisées par plusieurs ministères en fonction du domaine politique concerné. Par exemple, si les initiatives sont en rapport au développement local, notamment en milieu rural, alors elles seront supervisées par le ministère du développement des communautés locales et rurales. Si elles concernent l'obtention d'un travail décent, alors elles seront supervisées par le ministère de l'emploi et des relations de travail.

B. Le cadre d'accompagnement de l'ESS

1. Le cadre légal de l'ESS

L'ESS se développe au Ghana en s'appuyant sur des entités formelles et informelles. Concernant les sources de droit applicables, elles relèvent de plusieurs lois applicables au niveau sectorielle et des politiques publiques. Néanmoins, il n'existe pas de loi cadre alors ce sont ces textes qui assurent l'encadrement juridique minimal de l'ESS. Il en existe 3 majeurs. Le premier est The Companies Act datant de 2019 qui vise à encadrer l'enregistrement, le développement et le fonctionnement des entités à but lucratif ou non. Cette loi crée les notions de Compagnies Limited by Guarantee, société dans laquelle les membres ne possèdent pas d'actions et qui n'ont pas pour objectif de réaliser des bénéfices (ONG, associations) et les Companies Limited by Shares qui sont des entreprises qui doivent réaliser du profit et qui possèdent des actionnaires. Il y a ensuite le texte The Co-operative Societies Act de 1968 qui a pour but d'encadrer la création de coopération dans plusieurs secteurs économiques, de protéger les intérêts de leurs membres et de faciliter leur accès au financement. Enfin, le NGO Policy Framework encadre la création d'ONG. C'est davantage une politique de régulation qu'une loi formelle.

2. Les programmes favorisant le développement de l'ESS au Ghana

Il est important de souligner le rôle du COCOBOD[31], le conseil du cacao, créé en 1937. Il finance par exemple le renouvellement des plantations de cacaoyers, met en place un système de traçabilité des fèves de cacao et est chargé de fixer le différentiel de revenu décent [32](DRD) depuis 2020 qui est un prix fixé annuellement pour la tonne de cacao. Ce prix reflète les coûts réels de production et réserve une prime de 400 dollars la tonne aux producteurs. Toujours dans le domaine du cacao, il existe certains programmes qui favorisent les structures de l'ESS. C'est par exemple le cas du programme EQUITE[33], un accompagnement financier des coopératives productrices de cacao qui vise à faciliter leur transition vers une production biologique. Les coopératives FANTEAKWA et KUAPA KOKOO font par exemple partie de ce programme et ont ainsi réussi à convertir 915 hectares de plans de cacao en bio. Des formations ont été mises en place afin d'apprendre à mieux respecter les sols, la biodiversité et à diminuer la consommation en bois.

II. Un développement économique social et durable permis par des innovations

A. Développement économique, social et durable

1. Les objectifs des politiques d'ESS au Ghana

Les politiques économiques du Ghana s'inscrivent dans une série d'objectifs de développement fixés par l'Etat ainsi que dans la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU (cf annexe 2). C'est le cas du huitième ODD, Travail décent et croissance économique qui s'insère dans le plan de développement national pour 2018-2057[34]. Il vise à transformer le Ghana en une démocratie à revenu élevé en industrialisant l'économie tout en créant une société équitable et prospère et protégeant l'environnement grâce à des institutions efficaces. Ce plan est également en lien avec les ODD 13 (action pour le climat) et 16 (institutions efficaces). La Banque Africaine de développement implémente au Ghana un plan stratégique pour 2024-2029 qui vise à développer le secteur privé ainsi qu'à favoriser une croissance durable en développant le transport durable et les commerces régionaux. Ce plan de développement s'inscrit donc également dans le cadre de l'ODD 8 bien qu'on puisse aussi le lier avec l'ODD 13. Dans ce but, les secteurs de l'agriculture, du social, du transport et de l'énergie sont particulièrement concernés. Ce programme favorise des transformations structurelles, une meilleure formation et l'accessibilité des ressources durables.[35] L'ODD 6 (Accès à l'eau salubre) est un objectif pour lequel le Ghana travail directement avec le Programme de développement des nations unies (UNDP) pour construire et remettre en état de petits barrages et forages dans le nord du pays et pour mettre en place des systèmes d'irrigation solaire[36]. Pour ce qui est de l'ODD 2 (lutte contre la faim) on peut par exemple citer la politique d'agriculture et de développement durable avec l'exemple du programme d'alimentation scolaire du Ghana[37], qui souhaite donner des repas du midi nutritifs à 3,8 millions

[31] Cocobod - about us. (s. d.). https://cocobod.gh/about-us

[32]Côte d'Ivoire-Ghana : une filière cacao plus juste et durable avec le DRD ? – Fondation FARM.

[33]Novius. (2019). Le Programme Équité : développer le commerce équitable en Afrique de l&rsquo ; Ouest. AVSF - Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières.

[34]National Development Planning Commission (NDPC), "Long term Development Plan of Ghana (2018-2057)"

[35] Groupe de la Banque Africaine de Développement (2024) "Ghana - Document Stratégie Pays 2024-2029)

[36] Bouyahyaoui El Idrissi, Inssafe; De Crombrugghe, Constance; "ESS & Afrique" dans *Pour la Solidarité*

[37] World Food Programme (2023), "Plan stratégique de pays - Ghana (2024-2028)"

d'enfants dans les écoles primaires pour favoriser la scolarisation. Enfin, pour ce qui est de l'ODD 16 (institutions efficaces), il faut noter le rôle du programme Ghana Beyond Aid, qui vise une autosuffisance économique, aussi dans des contextes de chocs mondiaux.

2. Mesurer l'efficacité de ces objectifs

Le Ghana a réalisé en 2022 un rapport d'autoévaluation de la réalisation de ces objectifs qui a conclu sur des progrès modérés pour la plupart de ces objectifs. D'après ce rapport, le Ghana est en bonne voie pour la réalisation des objectifs 12 (consommation et production responsable) et 13 (mesures relatives à la lutte contre le changement climatique). Le pays s'est fixé comme but de les atteindre d'ici 2030. Les progrès sont plus modérés pour ce qui est des ODD 1 (élimination de la pauvreté), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité entre les sexes), 6 (eau propre et assainissement), 7 (énergie propre et abondante), 8 (travail décent et croissance économique, 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 10 (réduction des inégalités). Par exemple, pour l'objectif 9, le rapport observe que les dépenses agricoles sont très faibles par rapport à ce que ce domaine représente dans le PIB national. Le Ghana rencontre des difficultés importantes dans les objectifs 2 (élimination de la faim), 3 (bonne santé et bien être), 11 (villes et communautés durables), 14 (vie aquatique), 16 (paix, justice et institutions efficaces), mesuré par la note attribuée par EPIP, cf annexe 3, 17(partenariats pour la réalisation des objectifs). Par exemple, en ce qui concerne l'objectif 16, l'indice EPIP (l'évaluation de la politique et des institutions du pays) montre une très légère amélioration entre 2014 et 2023 (de 3,99 à 4,10, cf annexe 3). Au sujet de l'objectif 2, il montre que le programme national d'alimentation scolaire n'est pas doté d'un budget suffisant pour offrir des repas ayant suffisamment d'apports nutritifs. Enfin, le rapport montre un recul concernant l'ODD 15, à propos de la vie terrestre.

B. Des innovations mises en œuvre pour atteindre ses objectifs dures à évaluer

1. Des innovations et expérimentations dynamiques au Ghana

Les principales innovations de l'ESS au Ghana reflètent les difficultés et atouts spécifiques du pays. Ainsi, elles se centrent par exemple sur des enjeux qui cristallisent les inégalités au Ghana comme l'accès à la terre[38] ou sur des domaines qui concentrent une grande partie des emplois comme la culture du cacao.[39]

Il est aussi possible de retrouver au Ghana des innovations héritées des systèmes de solidarité précoloniale comme le modèle des tontines précédemment mentionné. L'innovation principale des tontines (susu au Ghana) consiste à utiliser le capital social des individus comme gage de remboursement lors de l'octroi de micro-crédit. En remplaçant une somme d'argent (capital physique) par des enjeux de réputation (capital social), ce système permet à des personnes vulnérables d'accéder au crédit[40]. En règle générale, l'ESS au Ghana repose de plus en plus sur l'utilisation des nouvelles technologies de la communication et de l'information dans le domaine de la santé.[41] Ces nouvelles technologies sont utilisées par des entreprises sociales pour lutter contre la contrefaçon médicale (cf projet

[38] Land Coalition. (n.d.). Participatory video making empowers women in Ghana.

[39] Biovision Foundation. (n.d.). Une nouvelle approche du cacao au Ghana.

[40] ScienceDirect. (n.d.). Social innovations in Sub-Saharan Africa.

[41] ResearchGate. (n.d.). Les innovations sociales en Afrique subsaharienne : La place des communautés et des territoires locaux.

BETTEReHEALTH)[42] mais aussi pour pallier aux difficultés d'accès au soin au Ghana en développant la télémédecine. Fort d'une tradition d'indépendance reflétant l'identité ghanéenne, une autre forme d'innovation est la réinvention du modèle de développement communautaire pour éviter une dépendance à l'aide extérieure.[43] L'ONG Cocoa 360 propose ainsi la gratuité des services de soin et d'éducation en échange du travail dans les plantations (selon un financement graduel). Cette option innovante, proposée aux populations les plus vulnérables, permet de financer, par les profits obtenus dans les plantations, des subventions orientées selon les besoins de la communauté.

2. Un difficile accès à l'information sur l'ESS au Ghana

En Afrique, des organismes promeuvent, sensibilisent et forment à l'ESS. Certains de ses organismes sont continentaux comme l'Union africaine, la Banque africaine de développement ou le CPC (Conférence Panafricaine Coopérative). [44] L'Union Africaine a ainsi développé une stratégie ESS sur 10 ans, déployée à compter de janvier 2023. Il existe aussi de nombreux organismes propres à l'Afrique de l'Ouest comme le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest) dont le Ghana fait partie.

Cependant, il est rare de trouver des informations qui concernent exclusivement le Ghana ou qui auraient comme origine une initiative du gouvernement du Ghana. De la même façon, sur le site officiel de statistiques du gouvernement, il est difficile de trouver des statistiques sur le nombre de mutuelles, de coopératives ou encore d'associations ou leur impact sur l'économie ou le développement du pays.[45]

Pour conclure, l'ESS au Ghana prend une forme bien particulière avec un ancrage local important. Elle repose cependant sur des programmes nationaux, africains ou même internationaux qui apportent des capitaux et aident à consolider les infrastructures préexistantes. Cela se fait dans un objectif de développement durable, dans la lignée de nombre des ODD mis en avant par l'ONU. L'ESS du Ghana peut compter sur un écosystème d'innovation pour réussir à promouvoir ces activités, même si l'absence d'aide ciblées envers l'économie sociale peut être vue comme un frein.

[42] Cordis Europa. (n.d.). Digital transformation of African healthcare.

[43] ResearchGate. (n.d.). Les innovations sociales en Afrique subsaharienne : La place des communautés et des territoires locaux.

[44] Pour la Solidarité. (2023). ESS et Afrique.

[45] Ghana Statistical Service. (s.d.). *Homepage*.

Bibliographie :

Biovision Foundation. (n.d.). *Une nouvelle approche du cacao au Ghana.* Consulté sur https://www.bas.ch/fr/impact-stories/une-nouvelle-approche-du-cacao-au-ghana

Bouyahyaoui El Idrissi, I., & De Crombrugghe, C. (sous la direction de Stokkink, D., & Breuil, A.). (2023). *ESS & Afrique.* Pour la Solidarité. Consulté sur https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/ed-2023-ess_et_afrique.pdf

Cocobod. (n.d.). *About us.* Consulté sur https://cocobod.gh/about-us

Fondation FARM. (n.d.). *Côte d'Ivoire-Ghana : une filière cacao plus juste et durable avec le DRD ?* Consulté sur https://fondation-farm.org/cacao-cote-ivoire-ghana-filiere-evolution/

Cordis Europa. (n.d.). *Digital transformation of African healthcare.* Consulté sur https://cordis.europa.eu/article/id/447612-digital-transformation-of-african-healthcare/fr

Ghana Statistical Service. (n.d.). *Homepage.* Consulté sur https://statsghana.gov.gh/

Groupe de la Banque Africaine de Développement. (2024). *Ghana - Document Stratégie Pays 2024-2029.* Consulté sur https://www.afdb.org/fr/documents/ghana-document-strategie-pays-2024-2029

Land Coalition. (n.d.). *Participatory video making empowers women in Ghana.* Consulté sur https://learn.landcoalition.org/fr/good-practices/participatory-video-making-empowers-women-ghana/

National Development Planning Commission (NDPC). (2018). *Long Term Development Plan of Ghana (2018-2057).*

Novius. (2019). *Le Programme Équité : développer le commerce équitable en Afrique de l'Ouest.* AVSF - Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières. Consulté sur https://www.commercequitable.org/programme-equite/

ScienceDirect. (n.d.). *Social innovations in Sub-Saharan Africa.* Consulté sur https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X98001053

ResearchGate. (n.d.). *Les innovations sociales en Afrique subsaharienne : La place des communautés et des territoires locaux.* Consulté sur https://www.researchgate.net/publication/347679615_Les_innovations_sociales_en_Afrique_subsaharienne_la_place_des_communautes_et_des_territoires_locaux

World Food Programme. (2023). *Plan stratégique de pays - Ghana (2024-2028).* Consulté sur https://executiveboard.wfp.org/document_download/WFP-0000153158

Mikkelsen, L. (2017). *Chocolate's Dark Secret.* Mighty Earth.

UTZ Certified. (2014). *Household Food Security of Ghanaian Cocoa Producers: The Impact of UTZ-Certification.*

UNICEF. (2015). *Les Objectifs de Développement Durable (ODD).*

Global Food Security Program. (2019). *Évaluation préliminaire de l'impact, la réhabilitation de la chaîne de valeur cacao au Ghana.*

Fountain, A. C., & Huetz-Adams, F. (2020). *Analyse prospective de la filière cacao au Ghana.*

Van Damme, I. (2016). Cultural implications of fair trade: Aligning intent with impact - A case study of Ghanaian basket weaving. *Journal of Business Ethics, 134*(3), 443–459.

Luckstead, J., Tsiboe, F., & Nalley, L. L. (n.d.). *Estimating the economic incentives necessary for eliminating child labor in Ghanaian cocoa production.*

EU, Côte d'Ivoire, Ghana and the cocoa sector endorse an Alliance on Sustainable Cocoa. (2022, 28 juin). Trade. https://policy.trade.ec.europa.eu/news/eu-cote-divoire-ghana-and-cocoa-sector-endorse-alliance-sustainable-cocoa-2022-06-28_en

Ghana. (2024, 2 décembre). IFES - The International Foundation For Electoral Systems. https://www.ifes.org/ghana

Annexe 1 : Tableau non exhaustif des principales organisations non gouvernementales du Ghana

Inspiré par la liste dressée par Go Africa Online (une entreprise qui crée et promeut des services en ligne pour faciliter les échanges économiques entre professionnels africains.)

Réalisé par : Elisa Pouponneau, Claire Payan, Héloise Pilorge, Noa Lastouillat

Nom de l'organisation	Date de création	Localisation	Domaine	Site web de l'organisation
Centre for the Development of people (CEDEP)	1983	Kumasi	Encourager le développement humain et réduire la pauvreté grâce à des interventions ciblées au Ghana.	http://cedepghana.org/contact-us
Dai Global	1970	Accra	Favoriser le développement global tout en s'attaquant à l'inefficacité des marchés, de la gouvernance et aux enjeux d'instabilité.	https://www.dai.com/
DKT International Ghana	2010 (implémentation du programme régionale "Anglophone West Africa" de DKT International)	Accra	Interventions centrées sur la santé, notamment dans le marketing social de produits contraceptifs.	https://www.dktinternational.org/services/contraceptive-social-marketing/
Elizka Relief Foundation		Kumasi	Promouvoir le développement durable à travers des initiatives sociales et communautaires .	https://elizkafoundation.org/about-us/

Socioserve-Ghana	2002 (fondé en 2001, est passé de Drama Network à Socioserve-Ghana en 2012)	Akosombo	Faciliter l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à un environnement décent pour tous	https://socioservegh.org/about-us/
West Africa Civil Society		Accra	Un centre d'apprentissage et de partage de connaissances pour la société civile	https://wacsi.org/
African Centre For Peace Building (AFCOBP)		Accra	Agir pour prévenir les conflits en autonomisant les jeunes et les femmes, en luttant contre la pauvreté et en défendant les droits humains	https://www.uri.org/who-we-are/cooperation-circle/african-centre-peace-building-afcobp

Annexe 2: ONU (2015), Objectifs de Développement Durable. Consulté dans https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/2015/09/26/onu-appelle-contributions-secteur-prive/

Les objectifs adoptés par 193 Etats membres de l'ONU au sommet du développement durable qui se déroulait du 25 au 27 septembre 2015. Ces objectifs sont inclus dans le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Chaire TerrESS
Territoires de l'Économie Sociale et Solidaire

Gsef Global Social Economy Forum

INTERNATIONAL

Annexe 3: Notes EPIP Ghana entre 2014 et 2023. Consulté dans: https://www.afdb.org/fr/documents/ghana-document-strategie-pays-2024-2029

Performance de gouvernance politique du Ghana, mesuré par l'EPIP (évaluation de la politique et des institutions du pays). On observe une très faible augmentation de la note moyenne (de 3,99 en 2014 à 4,10 en 2023), notamment grâce à une légère amélioration de la gestion économique sur la période.

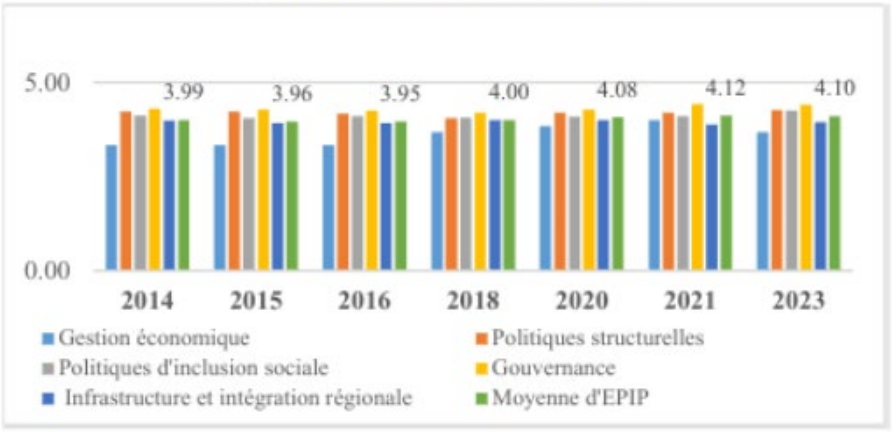



Figure 1: Notes EPIP du Ghana